

Division 3. — Echange de jours

Art. 28. § 1^{er}. Le dépassement de possibilités de pêche, telles que prévues à l'article 23, 24, 25, 26, 27 et 28 peut, à la demande de l'armateur ou de son représentant, donner lieu à un rabatement sur les jours de navigation. Dans ce cas, les poursuites administratives ou judiciaires pour ce dépassement échoient.

§ 2. Dans le cas où l'armateur choisit pour l'application de l'échange de jours, le nombre maximum de jours de navigation pour 2020, tels que définis à l'article 12, est remplacé par le nombre maximum de jours de navigation effectifs durant la période 2017-2019, pour autant que ce nombre soit inférieur à la norme 2020.

Dans le cas où le navire de pêche concerné a bénéficié d'un échange de jours durant l'année concernée, ces jours échangés peuvent, à la demande de l'armateur pour l'application du premier alinéa, être considéré comme jours de navigation effectifs.

§ 3. En vue de la gestion des jours échangés, l'armateur ou son représentant doit notifier à l'entité compétente le nombre de jours par fax ou e-mail, avant la fin du voyage en mer. Cette demande est irrévocable.

§ 4. Pour chaque stock le dépassement est divisé par la quantité attribuée par jour de navigation, ce qui résulte en un nombre de jour en surplus. Le nombre de jours en surplus est déduit du nombre maximum de jours de navigation 2020, tel que défini au § 2.

§ 5. Le nombre de jours échangés sera limité à trois, si le quota national d'une espèce soumise à des quotas, après échanges, a déjà été épuisée pour 80%.

TITRE 3. — Contrôle

Art. 29. § 1^{er}. Sans préjudice aux dispositions de l'article 28, les recettes des dépassements des quantités maximales attribuées valorisables sous forme de plafonds quotidiens, visées à l'article 25 paragraphe 4 et 5, l'article 26 et l'article 27 paragraphe 1, 2, 3, 5, 6, 7, 9 et 10 seront utilisées au bénéfice des retraits de l'organisation de producteurs 'Rederscentrale'.

§ 2. Pour la mise en œuvre des dispositions du présent article, l'organisation de producteurs 'Rederscentrale' contrôle les criées selon des modalités convenues avec l'entité compétente dans le cadre du Règlement (UE) n° 1379/2013 du Parlement et du Conseil du 11 décembre 2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture.

On utilise des prix forfaitaires moyens, basés sur les prix moyens du marché 2019.

Art. 30. § 1^{er}. En cas d'infraction aux articles 10 à 12, aux articles 14 à 27 ou l'article 29, ou en cas de dépassement des limitations apportées aux licences de pêche, la licence de pêche qui a été délivrée au navire de pêche peut être retirée pour une période de cinq jours successifs au minimum.

L'entité compétente notifie le retrait de la licence de pêche par pli recommandé au propriétaire du navire de pêche. Le retrait entre en vigueur le troisième jour suivant celui de la notification du retrait de la licence de pêche. Pendant la période de retrait, le navire de pêche doit être inactif dans un port de pêche belge. Le nombre maximum de jours de navigation, comme prévus dans l'article 12, est diminué du nombre de jours de retrait de la licence de pêche.

§ 2. Si les possibilités de capture allouées, telles que prévues aux articles 14 à 21, sont dépassées par un navire de pêche, le dépassement, étant exprimé en kg, multiplié par un coefficient de 1,2 est déduit des possibilités de captures qui seront allouées au navire de pêche pour la même période durant l'année 2021.

TITRE 4. — Dispositions finales

Art. 31. L'arrêté ministériel du 14 décembre 2017 portant des mesures complémentaires temporaires de conservation des réserves de poisson en mer, modifié par les arrêtés du 13 février 2018, du 28 mai 2018, du 25 juin 2018 et du 24 octobre 2018, est abrogé.

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Il cesse d'être en vigueur le 1^{er} janvier 2021, à l'exception des articles 3, 10, 11, 13, 29 et 30.

Bruxelles, 23 décembre 2019.

La Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,
H. CREVITS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2019/206086]

18 DECEMBRE 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2019 reportant le délai d'exploitation des coupes résineuses vendues dans les bois bénéficiant du régime forestier durant les années 2017 et 2018, en application de l'article 85 du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code forestier du 15 juillet 2008, l'article 85, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2019 reportant le délai d'exploitation des coupes résineuses vendues dans les bois bénéficiant du régime forestier durant les années 2017 et 2018, en application de l'article 85 du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier;

Vu le rapport du 16 janvier 2019 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 66.674/4 du Conseil d'Etat, donné le 30 octobre 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le caractère exceptionnel de la pullulation des scolytes des années 2018 et 2019 et ses conséquences actuelles sur l'année 2019;

Considérant la nécessité de concentrer le travail des exploitants sur l'évacuation des bois scolytés en leur permettant de postposer l'exploitation des bois sains;

Considérant qu'il est d'intérêt général pour l'ensemble de la forêt wallonne d'appliquer au plus vite la disposition afin de permettre aux exploitants de s'organiser au mieux dans la gestion de l'extraction des bois scolytés;

Sur la proposition de la Ministre de la Forêt;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2019 reportant le délai d'exploitation des coupes résineuses vendues dans les bois bénéficiant du régime forestier durant les années 2017 et 2018, en application de l'article 85 du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, est remplacé comme suit :

« Le délai d'exploitation des coupes des essences forestières résineuses, qui ont été vendues dans les bois bénéficiant du régime forestier entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2018, est reporté :

1° d'un an à dater du délai initial d'exploitation prévu par le cahier des charges de la vente, en ce qui concerne les coupes en éclaircie;

2° de deux ans à dater du délai initial d'exploitation prévu par le cahier des charges de la vente, en ce qui concerne les coupes en mise à blanc. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 3. La Ministre de la Forêt est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 décembre 2019.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-Être animal,

C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/206086]

18. DEZEMBER 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Januar 2019 zur Verlängerung der Werbungsfristen des in den Wäldern, die in den Jahren 2017 und 2018 der Forstregelung unterlagen, erstandenen Nadelholzes in Anwendung von Artikel 85 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Forstgesetzbuches vom 15. Juli 2008, Artikel 85 Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Januar 2019 zur Verlängerung der Werbungsfristen des in den Wäldern, die in den Jahren 2017 und 2018 der Forstregelung unterlagen, erstandenen Nadelholzes in Anwendung von Artikel 85 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch;

Aufgrund des Berichts vom 16. Januar 2019, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 30. Oktober 2019 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 66.674/4 des Staatsrats;

In Erwägung des außergewöhnlich ausgedehnten Käferbefalls in den Jahren 2018 und 2019 und seiner derzeitigen Folgen für das Jahr 2019;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Arbeit der Holzhändler auf das Entfernen von Käferholz auszurichten, indem ihnen die Möglichkeit gegeben wird, die Holzernte von gesundem Holz zu verschieben;

In der Erwägung, dass es für die wallonischen Wälder insgesamt von allgemeinem Interesse ist, diese Bestimmung so bald wie möglich anzuwenden, damit die Holzhändler ihre Tätigkeit bei der Entfernung von Käferholz so effektiv wie möglich organisieren können;

Auf Vorschlag der Ministerin für Forstwesen;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1. Artikel 1 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Januar 2019 zur Verlängerung der Werbungsfristen des in den Wäldern, die in den Jahren 2017 und 2018 der Forstregelung unterlagen, erstandenen Nadelholzes in Anwendung von Artikel 85 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch wird durch folgendes ersetzt:

„Die Werbungsfrist für die Nadelholzarten, die in den Wäldern, die zwischen dem 1. Januar 2017 und dem 31. Dezember 2018 der Forstregelung unterlagen, erstanden wurden, wird verlängert:

1° um ein Jahr ab der ursprünglich in dem Lastenheft für den Verkauf erwähnten Werbungsfrist, wenn es sich um Kahlschläge handelt;

2° um zwei Jahre ab der ursprünglich in dem Lastenheft für den Verkauf erwähnten Werbungsfrist, wenn es sich um Durchforstungen handelt.“.

Art. 2. Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 3. Die Ministerin für Forstwesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Dezember 2019

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/206086]

18 DECEMBER 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 25 januari 2019 tot uitstel van de termijn voor de exploitatie van gekapte naaldbomen in de bossen die in de jaren 2017 en 2018 onder bosregeling staan, overeenkomstig artikel 85 van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek

De Waalse Regering,

Gelet op het Boswetboek van 15 juli 2008, inzonderheid op artikel 85, lid 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 januari 2019 tot uitstel van de termijn voor de exploitatie van gekapte naaldbomen in de bossen die in de jaren 2017 en 2018 onder bosregeling staan, overeenkomstig artikel 85 van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek;

Gelet op het rapport van 16 januari 2019 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 66.674/4 van de Raad van State, gegeven op 30 oktober 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitzonderlijk karakter van de woekering van de schorskever tijdens de jaren 2018 en 2019 en de gevolgen daarvan voor het jaar 2019;

Gelet op de noodzaak om het werk van de bosuitbaters toe te spitsen op het afvoeren van door schorskever aangetast hout, waardoor de exploitatie van gezond hout uitgesteld wordt;

Overwegende dat het algemeen nut dient, de bepaling zo spoedig mogelijk toe te passen op alle bossen en wouden van Wallonië, zodat de uitbaters het weghalen van door schorskever aangetast hout zo goed mogelijk kunnen organiseren;

Op de voordracht van de Minister van Bossen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 25 januari 2019 tot uitstel van de termijn voor de exploitatie van gekapte naaldbomen in de bossen die in de jaren 2017 en 2018 onder bosregeling staan, overeenkomstig artikel 85 van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, wordt vervangen als volgt:

« De termijn voor de uitbating van de kappingen van in bosgroeperingen levende naaldhoutsoorten, verkocht in de bossen vallend onder bosregeling tussen 1 januari 2017 en 31 december 2018, wordt uitgesteld:

1^o met één jaar, te rekenen van de aanvangstermijn voor de uitbating bepaald in het verkoopbestek, wat de in dunning uitgevoerde kappingen betreft;

2^o met twee jaar, te rekenen van de aanvangstermijn voor de uitbating bepaald in het verkoopbestek, wat de in kaalslag uitgevoerde kappingen betreft; »;

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 3. De Minister van Bossen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 december 2019.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER